

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Service civique obligatoire - actualisation

Vous trouverez ci-joint l'étude sur le service civique obligatoire faite après les attentats de janvier.

L'idée avait été re-testée à froid, fin octobre : 70% des Français y étaient toujours favorables, dont 63% des jeunes ; avec peu d'opposition franche (seuls 13% de « très défavorable », 10% chez les jeunes).

Dans les verbatims, quelques conditions apparaissaient cependant : que cela s'accompagne d'une petite rémunération, ouvre des opportunités (passer son permis, se former, ...), puisse valoir expérience sur un CV ou mettre le pied à l'étrier...

Ces questions n'ont pas été rep posées après les attentats. Le SIG pourrait les relancer rapidement.

Pour une réforme de cette ampleur touchant à autant de perceptions, il paraît cependant nécessaire de compléter ces éléments quantitatifs, par construction très peu projectifs, par un exercice qualitatif, seule façon d'amener les sondés à aller au fond des choses et de déceler les pièges ou les retournements de perceptions qui n'apparaîtraient pas au premier abord.

Si le délai manque pour une étude qualitative complète, nous pourrions à minima demander des triades.

Adrien ABECASSIS

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité / service civique

Le SIG a reposé une série de questions sur le service civique ce week-end. Les articles en traitant cette semaine ont soulevé beaucoup de commentaires, qui permettent d'affiner les perceptions.

1. Les facteurs d'adhésion

⇒ Les uns après les autres, **les instituts notent un réflexe d'adhésion fort - autour de 80% - à l'idée d'un service civique obligatoire** ; vu comme susceptible « *d'améliorer la cohésion nationale en faisant se rencontrer des jeunes issus de cultures et de niveaux sociaux différents* » (81%), « *de renforcer le sentiment d'appartenance à la France et à la République* » (77%) ou « *de susciter chez les jeunes l'envie d'un engagement citoyen, associatif ou politique* » (69%).

Les jeunes y sont, toujours, un peu moins favorables mais l'adhésion reste majoritaire : 62% pour Odoxa, 64% pour les questions SIG de la semaine dernière.

⇒ Les commentaires montrent que cette mesure parle d'elle-même, sans avoir besoin d'explications : d'une part car elle **réactive l'imaginaire du service militaire** (encore très présent) ; d'autre part car elle **résonne avec le constat largement partagé d'un manque d'institutions qui créent du lien** y compris par obligation, de la mixité, de la verticalité (mis à part l'école, fragilisée) :

« Il me semble urgent, utile, voire vital de responsabiliser des jeunes qui ne croient plus à leur place dans la société française. Cette disposition pourrait certainement gommer certains comportements, et qui sait, révéler des vocations. »

« Il aurait été nécessaire de restaurer le service national civique obligatoire pour une durée de 6 mois minimum ! Les choses essentielles ne sont jamais prises au bon moment, quel gâchis ! »

« Un service entre 8 et 12 mois avec un encadrement militaire où l'on apprend le respect, la discipline et la cohésion, oui. Mais surtout, ne pas glaner pendant 1 an pour être lâché ensuite à Pôle emploi, mais être au plus près de la population et du service public, exemples : œuvre caritative, réinsertion, secours aux personnes... »

Souvent des idées sont proposées, parfois intéressées :

« Il faut le faire faire chez les pompiers : rigueur, uniforme et humilité. En plus des vocations pourraient se créer. Ou dans une association d'aide. »

« Je pense que c'est urgent de mettre en place ce service. Par exemple, j'habite les Pennes Mirabeau, et la poste ne trouve pas de facteur : le courrier est distribué une fois par semaine, soit par un facteur soit par des ouvriers municipaux. J'ai une petite entreprise qui tire le diable par la queue, et pour moi le courrier est très important. J'espère que cette mesure passera avant que je ferme. »

⇒ **L'argument de l'opposition des jeunes ne convainc pas** - à l'inverse même, la fermeté face à une supposée hostilité des jeunes semble être l'un des attraits de la mesure.

Les Français semblent attendre (surestimer ?) une opposition des jeunes : 60% pensent que *« rendre le service civique obligatoire pourrait susciter la colère des jeunes et beaucoup refuseront de la faire »* (72% des moins de 24 ans ; 52% des électeurs de F. Hollande contre 70% de ceux de M. Le Pen).

67% jugent malgré tout que *« rendre le service civique obligatoire pourrait susciter la colère des jeunes mais il faut rester ferme et ils devront le faire »* (de 47% des moins de 24 ans à 82% des plus de 65 ans ; et 65% des électeurs de F. Hollande).

Ils ne croient d'ailleurs pas à un mouvement d'ampleur : seuls 42% pensent qu'*« avec un service obligatoire les jeunes pourraient descendre dans la rue pour manifester »* (55% des moins de 24 ans).

On retrouve ces tendances dans les verbatims :

« Je trouve normal que les jeunes qui ont du travail ou qui sont aux études soient dispensés du service militaire. Mais pour tous ceux qui vivent au crochet de la société, ça leur ferait du bien. »

« Ça permettrait à pas mal de jeunes feignants de lâcher la console, faire quelque chose. Ne plus se lever à midi ! »

« On l'a fait, le service militaire, on n'en est pas mort. C'est plutôt des bons souvenirs. Un an c'est rien. Mais bon, faut pas bousculer les branleurs de maintenant... »

1. Les risques ou conditions

⇒ **Le risque d'inefficacité ou l'argument du coût portent un peu plus, tout en restant minoritaires.** Ainsi (proposés en alternative) :

- 41% pensent que *« ce service civique doit rester volontaire car on n'arrivera pas à trouver une mission pour chaque jeune et la France n'a pas les moyens de financer ce projet »* (63% des moins de 24 ans) ;
- mais 58% continuent à penser que *« ce service civique doit devenir obligatoire car c'est un bon moyen pour favoriser l'intégration des jeunes dans la société et renforcer leur sens civique »* (54% à gauche, 63% à droite).

« Qui va financer et avec quel argent ? Soyons sérieux. Diminuer le chômage, ce n'est pas avec ça ou les emplois d'avenir, qui ne font que des charges supplémentaires sans assurer un avenir aux bénéficiaires. Développons l'apprentissage et offrons-leur un métier. »

« Ce ne sont pas les milliards qui manquent pour caser nos hommes et femmes politiques, remettre des dettes ou s'afficher à l'étranger. Mais curieusement, l'argent manque toujours pour des bons projets. »

⇒ **Le risque de l'injustice trouve un peu plus d'audience**, jusqu'à partager les Français : 46% pensent ainsi que *« rendre le service civique obligatoire pourrait créer une nouvelle inégalité entre les jeunes, car certains réussiront à ne pas le faire »* (sans différence sociologique ou partisane, ce qui dénote le soupçon généralisé concernant la tolérance supposée aux passe-droits).

⇒ **Les réticences principales semblent en réalité toucher :**

- **Au risque que, trop rigide, il gêne les jeunes en passe de s'insérer dans l'emploi** - qui reste la priorité. C'est l'explication essentielle des refus exprimés (en particulier par les jeunes eux-mêmes) :

« Moi j'ai pas encore 25 ans, donc si ça passe demain j'y aurais droit, donc mon boulot actuel et tous mes projets professionnels en cours, ça va certainement les ralentir, déjà que c'est déjà extrêmement difficile !! »

« Je vais pas perdre 6 ou 12 mois de ma vie avec ça. Sans vouloir étaler ma vie, j'ai enfin trouvé ma voie professionnelle, et je n'ai pas envie de voir tous mes efforts foutus en l'air à cause des politiques ! »

« Vous croyez que ceux qui bossent vont quitter leur emploi ? Il faut le faire entre 16 et 20 ans, après c'est trop tard. »

« Moi, ma fille a 22 ans, travaille, et a décroché un CDI. Ça, c'est bon pour tous ceux qui traînent dans les quartiers. »

- **Dès lors, une petite rémunération semble exigée :**

« Je veux bien le faire, leur truc, mais il faut que ça soit rémunéré comme temps de travail et compter pour la retraite. »

« Pourquoi pas, mais rémunéré ! Mon fils a 14 ans, je ne le vois pas arrêter ses études pour perdre 6 mois sans aucune rémunération. Je préfère qu'il reste à faire ses études dans ce cas-là ! »

« Sans rémunération, l'esclavage est terminé non ? »

- **En mineur, mais présent (conséquence du lien cognitif avec le service militaire), la peur que le service civique soit orienté vers des objectifs guerriers davantage que vers le service de la collectivité et l'apprentissage des valeurs.**

« On ne va pas former les jeunes au maniement des armes pour s'en servir à des fins de terrorisme ! »

« Surtout, qu'on leur apprenne à bien manier les armes, à bien dégoupiller les grenades, ainsi ils n'auront pas besoin d'aller faire de stage ailleurs à l'étranger. »

⇒ **Enfin, des critiques politiques habituelles**, tenant à l'incapacité supposée à décider ou à poser des gestes de fermeté (image qui s'est estompée après les attentats mais qui est loin d'avoir disparue) ; aux demandes d'exemplarité de la classe politique (qui reviennent systématiquement, quel que soit le sujet) ; au soupçon d'instrumentalisation (lui aussi classique) ; ou à la demande d'élargir l'usage du référendum à d'autres sujets (l'idée de passer par référendum a été entendue).

« Il y a bien d'autres sujets sur lesquels j'aurai préféré être écouté. Si Hollande n'est pas capable de prendre cette décision (je suis "pour" il n'aurait jamais dû être supprimé), ça démontrera ce qu'il vaut. »

« L'Elysée a la trouille de tout. Tant qu'on aura des dirigeants qui fuient... on sera fichus. »

« Cela m'étonnerait aussi qu'ils passent par référendum. Demander l'avis du peuple n'est plus à l'ordre du jour. On craint le peuple aujourd'hui. Cependant l'idée est bonne ! »

« Nos dirigeants n'ont pas montré l'exemple de civisme et de discipline. Combien sont condamnés ou vont l'être ? Il faut d'abord montrer l'exemple, ensuite on pourra obliger le peuple à en faire autant. »

« Je pense qu'il faut inculquer le civisme et le sens des responsabilités aux politiques avant d'éduquer la population. »

« Pour faire passer une loi qui modifie le mariage, on refuse de consulter les français ; alors que pour surfer sur la "vague républicaine" qui suit les attentats on déciderait de faire un référendum (qui est bien évidemment gagné d'avance) ! À part ça on n'est pas dans la récupération politique... »

« Un référendum pour ça... ils refusent d'en faire pour le découpage des régions, l'immigration, le dépenses public, et ils vont venir nous saouler. Tout le monde pense à coup sûr qu'il y a des tonnes d'autres choses qui devraient faire l'objet d'un référendum. »